

GEORGES SASSINE
Éditorialiste libanais



Quand un ministre du culte musulman loue le concile Vatican II... à Oman

Rares ont été les interventions publiques des responsables religieux musulmans qui ont fait l'éloge du concile Vatican II, à l'occasion de son cinquantenaire. Les bouleversements dus à la montée de « l'islam politique », dans toutes ses formes, n'ont pas facilité la tâche des dirigeants et des penseurs musulmans éclairés. Mais lors de ma visite fin novembre à Mascate, j'ai été l'heureux témoin d'un souffle nouveau, lors de la 28^e conférence de l'Académie de la latinité.

Cette conférence, intitulée « Valeurs communes dans un monde multiculturel », a rassemblé un panel d'intellectuels dans le but de remettre à plat « le multiculturalisme pour comprendre vraiment l'altérité, au-delà des réductionnismes et simulacres », selon les propos du secrétaire général de l'Académie de la latinité, Candido Mendès.

Selon lui, le « pluralisme n'est plus une simple règle de la coexistence, mais une véritable praxis, véhiculée par le sens de l'altérité et d'un véritable écoumène de subjectivités collectives reconnues... » Candido Mendès a ensuite insisté sur la nécessité de relever le défi représenté par Al-Qaïda et ses consœurs afin de stopper cette dérive et de préserver les valeurs communes.

D'emblée, le ministre omanais des Awqaf (culte musulman), Abdallah Al Salimi, l'a rassuré en affirmant que « les idées et les politiques visant à promouvoir l'ouverture, la compréhension mutuelle et la reconnaissance n'ont pas échoué, et (qu') il n'est pas possible de les renier ». Puis il a appelé à une « réforme religieuse urgente ». Il s'agirait de la « lutte contre la distorsion de concepts auxquels se sont engagées les factions et les parties religieuses au cours des six ou sept dernières décennies ».

Ce ministre du sultanat d'Oman, pays faisant face à l'Iran et frontalier de l'Arabie saoudite, croit que « les institutions religieuses fortes peuvent affronter le fondamentalisme et empêcher la religion d'être utilisée pour attiser la haine et le fanatisme ». Il considère que « la réforme religieuse – tout comme la réforme politique – est un processus complexe qui nécessite un contrat social qui peut être ajusté selon les circonstances ».

Abdallah Al Salimi ne tarit pas d'éloge sur les pères conciliaires de Vatican II. Son discours a détaillé plusieurs étapes du dialogue mondial entre chrétiens et musulmans en vue de coopérer pour la promotion des idées et des droits fondamentaux de l'homme.

Indépendamment des doubles standards perçus dans la mise en œuvre de ces droits, le ministre met en lumière le rôle précurseur joué par l'Église catholique qui a mis en exergue l'unité des religions abrahamiques. « Il n'en demeure pas moins que cela a créé un défi pour les musulmans : d'abord, ils devraient s'approprier à assumer leur rôle en tant que partenaires ; ensuite, ils devraient à leur tour mettre en avant une initiative similaire ou pousser plus loin le processus, tout en abandonnant les animosités du passé. »

Le ministre des Awqaf a appuyé le projet d'une « éthique planétaire », lancé auparavant par le théologien catholique Hans Küng. Ce dernier voulait instaurer la paix mondiale en incluant les préceptes de toutes les religions. Cette initiative prometteuse, fournirait « l'opportunité de contrer la montée actuelle du fondamentalisme au sein de l'islam », assure Abdallah Al Salimi.